

La Vie Internationale

Les Doctrines et les Faits

Une certaine presse s'efforce de dissimuler l'échec de la conférence de Berlin et sans doute l'effort de dernière heure de Molotov aura pour effet de donner des arguments à ceux qui attendaient un changement des relations entre les deux mondes. Mais tout observateur de bonne foi ne peut que reconnaître que ces prévisions les plus pessimistes ont été dépassées; la Conférence a eu du moins l'avantage de clarifier la situation. Dans l'état présent des forces antagonistes, il n'y a rien à attendre de pourparlers quel qu'en soit l'objet.

Un seul problème était facile à résoudre qui n'impliquait à aucun des deux camps un renoncement majeur: celui de l'Autriche. C'est là que les Alliés attendaient l'U.R.S.S. Ils lui ont offert une signature du traité aux conditions mêmes qu'elle avait posées. Mis au pied du mur et un moment déconcerté Molotov n'a pu trouver pour se dérober que des prétextes dérisoires. A moins d'un rebondissement in-extremis l'affaire comme les autres est remise au tiroir.

Sans doute on nous dira que les portes ne sont pas fermées et l'on décidera de convoquer de nouvelles conférences pour discuter de la Corée et plus tard de l'Indochine. N'en attendent quelque chose que ceux qui veulent suivre le jeu de Moscou pour remettre les projets d'organisation de l'Europe après la conclusion des pourparlers sur l'Asie, les réunions reportées à quelques mois n'ont pas d'autre objet.

Pourquoi Molotov est-il venu à Berlin.

On peut se demander maintenant pourquoi Molotov a proposé lui-même la conférence de Berlin. Nous pensions, comme la plupart des commentateurs que s'il n'avait en vue aucune conclusion concrète, il se proposait de restituer à la diplomatie soviétique une certaine créance en donnant quelques gages de détail de nature à rendre les relations plus faciles et à maintenir le contact avec le monde libre sur des bases normales. On s'était trompé. Molotov est venu à Berlin pour prouver que la puissance de l'U.R.S.S. n'avait été en rien ébranlée par la mort de Staline, que ni les objectifs, ni les moyens de la politique russe n'avaient subi de changement. L'offensive contre le monde occidental ne reculait pas d'un pas.

Il n'est peut-être pas très habile de la part de Molotov, qui s'est montré bien médiocre à Berlin, de découvrir un monde qui ne demandait qu'à espérer et à croire surtout quand depuis quelques mois, les déclarations et les démarches du Kremlin semblaient avoir pour but de changer l'atmosphère. Hitler avait employé les mêmes moyens, faisant alterner les déclarations rassurantes avec les menaces. Il n'avait réussi par là qu'à cristalliser une coalition de crainte et de haine. Malgré l'effort de quelques irréductibles — et il y en avait encore après Munich qui ressemblaient assez à ceux d'aujourd'hui — l'opinion mondiale avait fait le point. Il en sera de même aujourd'hui.

Le problème Indochinois.

De même l'offensive du Vietnam en Indochine qui avait pour objet d'intimider la France, tourne court parce que les Sino-russes n'ont pas donné ou pu donner à Ho Chi Min les moyens de mettre les forces françaises en difficulté. On favorisera une accalmie pour préparer les esprits à une conférence et au moment où celle-ci sera près d'échouer, une nouvelle offensive viendra pour montrer qu'on a manqué l'occasion de traiter par des exigences excessives. La tactique est trop constante pour ne pas être répétée. Finalement cela donnera l'occasion aux adversaires de l'actuelle politique française de faire retomber sur notre ministre la responsabilité de l'échec comme on le fait déjà après Berlin.

Mais cela ne trompe que ceux qui le veulent. Le problème indochinois est au fond assez simple. Il n'y a que deux solutions: ou poursuivre la lutte avec les moyens de la gagner et il faudrait plus d'efforts et plus d'audace aussi bien à Paris qu'à Washington et moins de controverses politiques, mais une volonté sans appel par dessus et au besoin contre les manœuvres par tisanes; ou bien un repli sur un petit nombre de bases maritimes faciles à contrôler et à défendre en abandonnant le reste au communisme. Toute négociation est par avance sans objet ni espoir et une retraite pure et simple serait une capitulation aux conséquences incalculables qui livrerait au massacre toute l'élite indochinoise et l'Union française à la désintégration. Il faut peser clairement le choix tant à Paris qu'à Washington.

Les remèdes à la récession économique.

Plus intéressant, et peut-être plus important que toutes les fausses négociations, est aujourd'hui la lutte contre la crise économique qui avec des modalités différentes affecte aussi bien la France que les Etats-Unis.

Il n'y a pas encore en Amérique de crise proprement dite, mais un ralentissement de la progression et un tassement de la conjoncture assez analogue à ceux de 1949. Dans l'état présent du monde c'est déjà trop. Le président Eisenhower a proposé un programme pour relancer l'économie; programme qui, quoi qu'il s'en défende, ressemble en tenant compte des changements intervenus dans les données, au New Deal de Roosevelt.

Il ne sert à rien de dire que l'Etat n'a pas à se substituer aux individus pour leur assurer emploi et sécurité; que son rôle n'est que de créer une ambiance propice pour faciliter l'effort des particuliers vers le progrès économique. Les assurances chômage ou maladie, les crédits à la construction, les avances aux collectivités pour des œuvres d'intérêt public, un programme de logements à bon marché et de grands travaux sont des mesures d'ordre social qui n'ont pas besoin d'étiquette: l'idéologie n'a rien à voir à cela. La structure sociale

d'une époque impose à tous les gouvernements des mesures analogues, les doctrines dussent-elles en pâtir.

Stimuler l'investissement ou la consommation.

Une controverse s'est élevée aux Etats-Unis sur la préférence à donner à l'un des deux moyens propres à éviter la crise; le choix entre « l'Investment stimulus » et le « Consumption stimulus ». Faut-il favoriser les investissements ou accroître le pouvoir d'achat des consommateurs les plus mal pourvus?

En France, le plan Faure-Louvel combine simultanément les deux méthodes. Augmentation des salaires les plus bas, et diminution de l'impôt sur les revenus modestes d'un côté, crédit aux sociétés qui veulent rénover leur outillage, détaxations diverses pour favoriser les fusions d'entreprises, crédits à la construction, remises de charges aux exportations, etc., d'autre part.

Aux Etats-Unis certains démocrates new-dealistes demandent qu'on porte de 6 à 700 dollars l'abattement à la base de l'impôt personnel ce qui revient à augmenter le pouvoir d'achat des classes modestes, tandis que les républicains de l'« old guard » ne veulent entendre parler que de diminutions d'impôts qui grèvent les entreprises et des taxes sur les dividendes pour inciter les sociétés à investir et les particuliers à leur apporter leur concours sous forme d'épargne et d'achat d'actions, ce qui a pour résultat de créer de l'emploi, de résorber par là le chômage et d'augmenter de proche en proche la production, le résultat final étant d'augmenter le pouvoir d'achat et le revenu national.

Il ressort d'ailleurs de la controverse entre le sénateur démocrate Fullbright et le représentant républicain Martin, qu'il n'y a pas réellement oppositions entre les deux méthodes, mais qu'il s'agit de déterminer laquelle des deux doit être la première mise en œuvre. Si la récession, comme c'est le cas est de faible amplitude il faut d'abord stimuler l'investissement. Si cela ne suffit pas et que la crise s'aggrave on stimulera la consommation et si besoin est on aura recours à l'inflation jusqu'ici honnie; les républicains eux-mêmes qui avaient fait de la lutte contre l'inflation leur plate-forme électorale envisagent maintenant un déficit budgétaire de 10 milliards de dollars si besoin est.

La peur de l'électeur est le commencement de la sagesse... ou de l'imprudence et l'on votera en novembre. Comme les slogans de la politique apparaissent dérisoires quand il s'agit de sauver l'économie. Les capitalistes intraitables font du socialisme et les socialistes soutiennent ceux qu'on appelait les trusts... parce qu'à une difficulté pressante il n'y a pas plusieurs solutions.

CRITON.